



# BRÈVES ÉCONOMIQUES DU CÔNE SUD

## UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE BUENOS AIRES

N°41 – Octobre 2021

### En bref – Le FMI revoit à la hausse les perspectives économiques des pays du cône sud

La nouvelle édition des perspectives économiques, publiée dans le cadre des assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale, a revu légèrement à la baisse la croissance de l'économie mondiale (+5,9% en 2021, -0,1 point de pourcentage (p.p) par rapport aux prévisions de juillet), à cause des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement des pays riches et de la persistance de la pandémie dans les pays à faible revenu. Ces facteurs pourraient peser sur la croissance des prochaines années (+4,9% en 2022 et +3,3% environ à moyen terme) d'autant que la campagne de vaccination, inégale, ne permet pas d'écartier, à ce stade, le risque d'une diffusion du variant Delta ou l'apparition de nouvelles souches. En Amérique latine et Caraïbes, la croissance atteindra 6,3% en 2021, après -7,0% en 2020, avant de retomber à 3,0% en 2022 puis 2,4% à l'horizon 2026. A l'instar du reste de la région, le FMI table sur un spectaculaire rebond pour les pays du cône sud, grâce notamment à l'envolée des cours internationaux agricoles et miniers, mais aussi à la reprise des activités permise par les avancées de la campagne de vaccination. Ainsi, le Chili devrait croître de 11% en 2021 (+4,8 p.p par rapport à l'édition d'avril), affichant la plus forte croissance dans la région après le Guyana (+20,4%), Aruba (+12,8%) et le Panama (+12,0%). La reprise sera également soutenue en Argentine (7,5% ; +1,1 p.p<sup>1</sup>), au Paraguay (4,5% ; +0,5 p.p) et en Uruguay (3,1% ; +0,1 p.p). La croissance pourrait ensuite nettement se tasser en 2022, progressant à un rythme modéré en Argentine (2,5%), au Chili (2,5%) et en Uruguay (3,2%). Elle restera en revanche soutenue au Paraguay (3,8%). A l'horizon 2026, la croissance du PIB sera bien plus molle (1,8% pour l'Argentine, 2,5% pour le Chili, 2,2% pour l'Uruguay), à l'exception notable du Paraguay (3,5%). Compte tenu de la reprise économique, de la dépréciation des taux de change et du renchérissement des cours mondiaux des produits alimentaires et énergétiques, la pression sur les prix se renforcera au Chili (4,2% en 2021 versus 3,0% en 2020) et au Paraguay (3,5% versus 1,8%). L'inflation restera très élevée en Uruguay (7,5% versus 9,8% un an plus tôt) et en Argentine (42% en 2020, dernier chiffre publié par le FMI). Les tensions inflationnistes devraient rester fortes en 2022 (4,4% au Chili ; 4,0% au Paraguay et 6,1% en Uruguay). Dans le cas de l'Argentine, le FMI n'a pas publié de prévisions en raison des négociations en cours sur le nouveau mécanisme élargi de crédit. Le consensus des économistes anticipe toutefois la persistance des tensions sur les prix durant les deux prochaines années en raison de l'assouplissement de la politique monétaire, du renchérissement des prix internationaux (matières premières, fret maritime) et des nouvelles restrictions sur les importations. Ainsi, l'inflation en fin de période pourrait atteindre 48,2% en 2021 et 46,0% en 2022.

LE CHIFFRE À  
RETENIR

6,3

Croissance en 2021  
Amérique latine et Caraïbes

<sup>1</sup> En comparaison avec la mise à jour des Perspectives économiques publiées en juillet 2021.

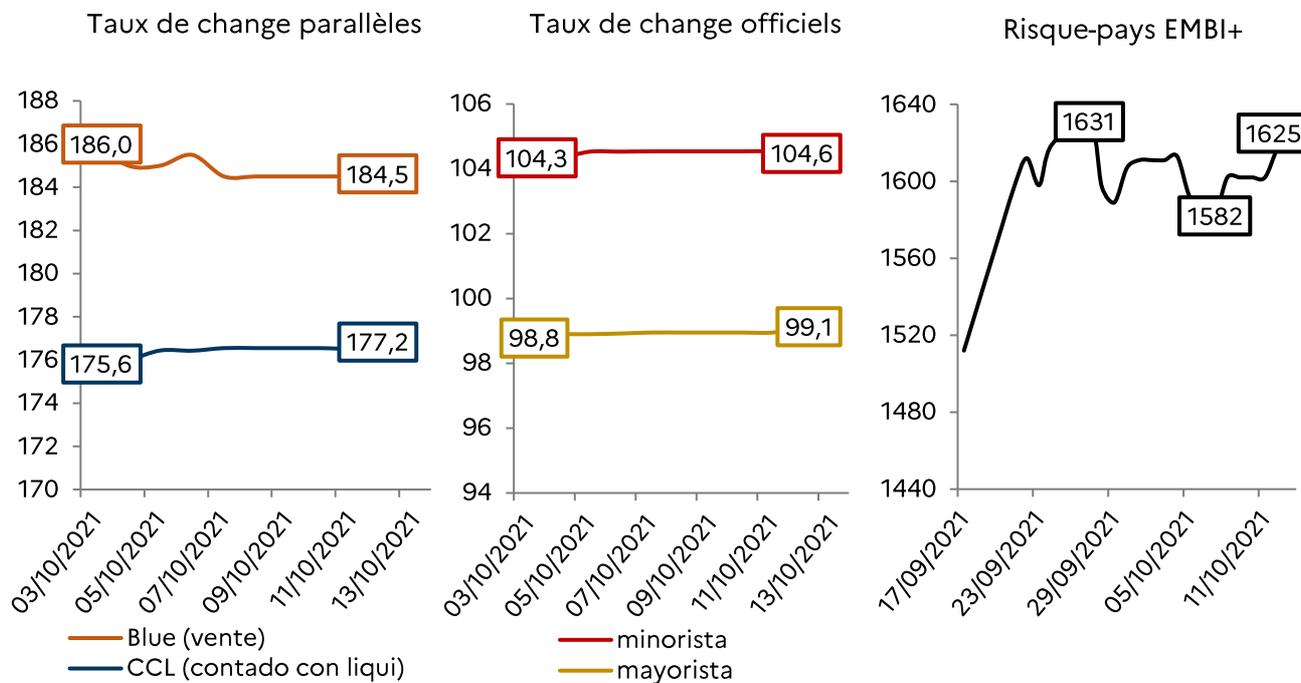
## Zoom sur la situation sanitaire

Evolution de la vaccination

	Pourcentage de la population ayant reçu au moins une dose de vaccin	Pourcentage de la population complètement vaccinée
<b>Argentine</b>	66,7%	52,7%
<b>Chili</b>	<b>83,1%</b>	<b>74,2%</b>
<b>Paraguay</b>	<b>39,3%</b>	<b>27,7%</b>
<b>Uruguay</b>	78,8%	74,6%
Amérique du sud	64,0%	44,8%
Brésil	72,2%	46,5%
Colombie	54,7%	36,7%
France	75,1%	66,9%

Source : Our World in Data

## Graphiques de la semaine



## ARGENTINE

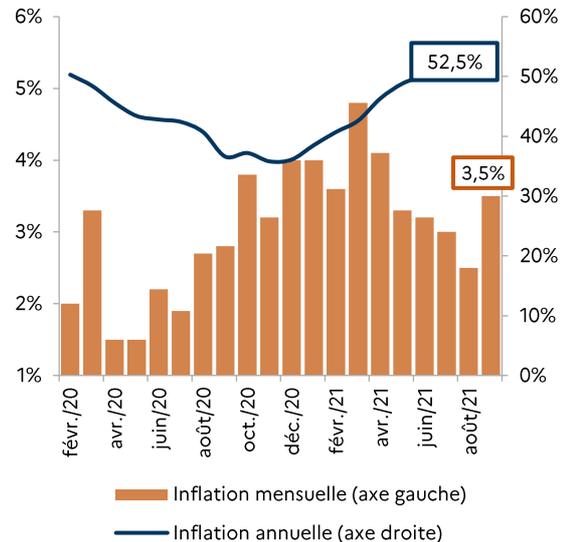
### L'inflation à la hausse en septembre, après le creux enregistré en août

Après une décélération continue de l'inflation durant les six derniers mois, pour atteindre un point bas en août (2,5 % sur un mois), l'inflation repart à la hausse en septembre (3,5 % sur un mois), rythme le plus élevé depuis avril, en ligne avec la normalisation des activités. La hausse des prix est particulièrement marquée dans l'aire métropolitaine de Buenos Aires (3,8 %) et bien plus faible dans le Nord-Est (2,8 %). L'inflation sous-jacente est de 3,3 % au niveau national (3,4 % dans l'aire métropolitaine de Buenos Aires). Les prix des produits saisonniers et régulés progressent respectivement de 6,4 % et 3,0 %.

Les pressions haussières les plus fortes se retrouvent sur les produits textiles (6,0 %), les boissons alcoolisées et tabac (5,9 %), la santé (4,3 %), les hôtels et restaurants (4,1 %) ainsi que la culture et loisirs (3,8 %). En revanche, les services d'intérêts publics comme l'eau, l'électricité et le gaz enregistrent une plus faible progression (1,9 %).

En rythme annuel, l'inflation est de 52,5 %, dont 57,0 % pour la composante sous-jacente, 50,8 % pour les produits saisonniers et 38,6 % pour ceux soumis aux interventions de l'Etat. Selon les anticipations du marché publiées par la Banque centrale en septembre, l'inflation devrait atteindre 48,2 % en décembre 2021.

### Evolution de l'indice des prix à la consommation (IPC)



Sources : INDEC, SER Buenos Aires

### Le gouvernement argentin dévoile ses projets pour la mobilité durable

Le Ministre du développement productif, Matias Kulfas, accompagné de Gustavo Beliz, Secrétaire d'Etat aux Affaires stratégiques et président du récemment institué Conseil économique et social, ont présenté cette semaine les contours du projet de loi de promotion de la mobilité durable qui a été soumis au Parlement. Le projet a été dévoilé sur le site de l'usine Toyota, dans la province de Buenos Aires, dont le PDG Daniel Herero est également le président de l'association argentine des constructeurs automobiles. Le président de la République, Alberto Fernandez, a visité le site ce même jour. Des représentants de l'industrie automobile étaient également présents.

Par ce projet, l'Argentine s'engage sur la voie de la décarbonation des transports : la vente des véhicules thermiques neufs sera interdite à compter de 2041 et l'usage des véhicules



électriques tant individuels que collectifs encouragé.

Pour atteindre cet objectif et transformer la chaîne de production automobile, le projet prévoit diverses mesures de soutien pour une durée de 20 ans, tant à destination des consommateurs que de l'industrie. Un fonds destiné à ces financements sera institué ainsi qu'une instance ad hoc pour sa gestion. Les détails du dispositif n'ont pas été publiés. Mais le gouvernement se félicite du travail préparatoire et participatif conduit sous l'égide du Conseil économique et social. Il annonce des créations d'emplois et des investissements massifs d'ici à 2030 (12.500 emplois créés et 5 Mds USD d'investissement dans l'industrie automobile, 6.000 emplois et 1,5 Md USD chez les équipementiers et 2.000 emplois et 1,8 Md USD pour la fabrication des batteries).

Cependant, si ces annonces s'inscrivent en cohérence avec l'ambition accrue des autorités argentines en matière de lutte contre le changement climatique, on peine à imaginer leur concrétisation prochaine dans le contexte économique actuel dans lequel la croissance est limitée par les difficultés d'approvisionnement (en lien avec les restrictions aux importations et à l'accès aux devises) et aux difficultés grandissantes que rencontrent les entreprises pour combler leurs besoins en main d'œuvre qualifiée.

### Vers un contrôle des exportations de maïs ?

Le ministère de l'agriculture a annoncé un renforcement des obligations d'information préalables aux exportations de maïs, imposant que les déclarations sur l'honneur ne soient déposées que pour les opérations

de transports effectuées dans les trente jours suivant le dépôt.

Ces mesures, pour l'instant limitées à la récolte de 2020 à 2021, font suite aux déclarations du ministre Julian Dominguez qui qualifiaient les produits agricoles, dont le maïs, de « biens culturels », pour lesquels le gouvernement avait « le devoir de gérer ses exportations avec sagesse ». Elles entrent en résonance avec le contrôle des exportations en vigueur de 2008 à 2015 via le registre des opérations d'exportation (ROE).

Elles suscitent, par conséquent, de fortes inquiétudes dans le monde des grands producteurs céréaliers et oléagineux. Certains vont même jusqu'à estimer des pertes supérieures à 1 Md USD par an et une remise en cause des de la croissance des surfaces plantées en maïs.

## CHILI

### Après l'inflation record de septembre, la Banque centrale lance un signal fort avec la hausse la plus importante de son taux directeur depuis 2001

La Banque centrale a relevé son taux directeur de 125 points de base, pour l'établir à 2,75 %. C'est la troisième hausse depuis que les autorités monétaires ont commencé à resserrer leur politique, car elles l'avaient déjà augmenté de 13 points de base en juillet 2021 et de 12 points de base en août 2021. Il s'agit surtout de la hausse la plus importante depuis septembre 2001. Elle est également plus forte qu'espérée.

La Banque souligne les importantes tensions inflationnistes qui pèsent sur l'économie. En

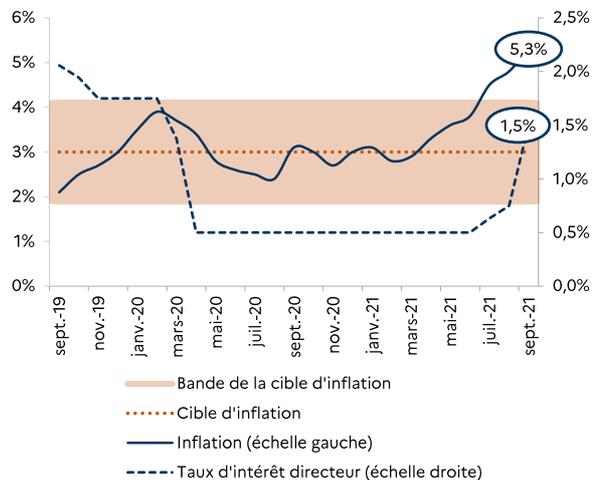
effet, l'inflation a connu en septembre 2021 sa plus forte hausse mensuelle depuis juin 2008. L'augmentation de 1,2 % par rapport à août 2021 et de 5,3 % par rapport à septembre 2020 a été plus forte qu'anticipée. En outre, l'inflation s'élève déjà à 4,2 % sur les neuf premiers mois de l'année, menaçant de dépasser la cible des autorités monétaires, fixée à 3 %, avec une bande de fluctuation de plus ou moins 1 %.

Les facteurs expliquant ce regain de l'inflation sont divers. Ils sont en partie externes puisque, comme la plupart des pays émergents, l'économie chilienne fait face à la hausse du cours du pétrole et des prix des biens alimentaires. Elle pâtit également de la dépréciation du peso (de 5 % par rapport au dollar américain en septembre 2021), ainsi que d'une volatilité accrue des marchés financiers (baisse de 8 % de l'indice IPSA sur le même mois) et d'une hausse du risque-pays.

Ils sont également internes, les tensions inflationnistes naissant de l'incertitude liée au calendrier électoral chargé. Elles proviennent également d'autres facteurs qui stimulent la demande, comme les différents retraits autorisés des fonds de pension, dont le 4<sup>ème</sup> pourrait bientôt être adopté, et l'offre, comme le relâchement des mesures sanitaires qui dynamise le commerce et les services.

La Banque, par cette hausse historique, cherche à envoyer un signal fort afin de refroidir une économie en surchauffe et faire baisser les anticipations d'inflation, alors que les agents économiques s'attendent à de nouvelles hausses d'ici la fin de l'année.

### Évolution de l'inflation (variation annuelle)



Sources : INE, Banque centrale, SER Buenos Aires

### Accélération des appels d'offres publics à quelques mois de la fin de la mandature

Ligne 7 du métro, système national satellitaire, passeports et cartes d'identité, et ligne de transport d'électricité très haute tension comptent parmi les nombreux appels d'offres que l'Exécutif cherche à boucler à marche forcée avant la fin de la mandature.

Concernant la ligne 7 du métro, principal projet d'investissement public actuellement (2,5 Mds USD, 26 km dont 17 en souterrain), l'ouverture des plis économiques sur le génie civil du 1<sup>er</sup> tronçon constitue une illustration claire de l'irruption de la concurrence chinoise, qui représente 4 des 9 offres présentées (aucune entreprise française), CRCC prenant la première place du classement. Le second lot le plus important, relatif au matériel roulant, voit s'affronter Alstom, le couple sino-japonais inédit composé de CRRC et d'Hitachi et l'Espagnol CAF associé à Thales ; le lot relatif à la voie et aux caténaires se disputera pour sa part entre deux consortiums, le premier composé d'Alstom et de l'Espagnol Sacir, le second de



Colas Rail et d'ETF (Vinci), ce qui signifie que ce marché reviendra mécaniquement à des intérêts français ; le dernier lot majeur, sur la signalisation et le système électrique, a donné lieu, la semaine dernière, à la présentation de 4 offres, dont 2 françaises, Alstom et Colas Rail étant opposés à Siemens et à un consortium formé par le Portugais Efasec et l'hispano-chinois Aldesa (devenue récemment filiale de China Railway). La publication des résultats, lot par lot, est attendue à partir du 12 novembre.

Le Système national satellitaire (SNS) vient de donner lieu à une cérémonie présidée par le président Sebastian Piñera, qui a annoncé l'adjudication à un groupe d'entreprises israéliennes emmenées par ISI Imagesat, pour 120 MUSD pour une durée de 5 ans. Visant l'entrée dans une « nouvelle ère spatiale », le Système national satellitaire est très ambitieux, comportant notamment : le remplacement sous un an de l'actuel satellite Fasat-Charlie arrivé en fin de vie ; le suivi de la mise sur orbite de deux autres satellites, dont un sera fabriqué au Chili, le tout étant regroupé en « constellation satellitaire » ; ces équipements seront intégrés à un système d'échanges de données international plus vaste, comportant près de 250 satellites ; 3 stations terrestres seront construites (Santiago, Punta Arenas et Antofagasta) ; 7 microsatsellites seront également assemblés au Chili, au travers notamment du futur laboratoire de construction de satellites et de développement de technologies spatiales, associant le ministère de la Défense ; sera créé un centre national spatial qui comportera un centre de process avancé d'informations géo-spatiales doté du parc informatique le plus développé du pays, ainsi qu'un portail internet d'informations géographiques spatiales. Ce concours a suscité un intérêt international relativement

large, les Israéliens s'imposant devant 10 autres offres concurrentes (dont ADS et Ariane Group).

Le processus d'appel d'offres relatif à la concession relative à la production des passeports et cartes d'identité – marché suivi attentivement par les groupes français Idemia (actuel concessionnaire) et Thales, dont les offres ont été classées début juillet en 2<sup>de</sup> et 3<sup>eme</sup> position respectivement par l'organisme adjudicataire, le « Registro Public » (rattaché au ministère de la Justice) –, vient de connaître un rebondissement inattendu, avec la publication, la semaine dernière, à la veille de la date limite de l'adjudication du marché, d'un communiqué du « Registro Civil » annonçant une révision en profondeur des offres. L'exercice est décrit comme devant inclure des niveaux de lecture nouveaux et allant éventuellement au-delà des seuls termes de référence, dans une optique de sauvegarde des intérêts de l'Etat et des citoyens. Les résultats de cette révision devraient normalement être connus le 19 octobre. La société chinoise arrivée en tête de l'évaluation initiale, Aisino, a indiqué se préparer à des recours judiciaires au cas où elle se retrouverait in fine écartée ; des voies de recours judiciaires pourraient probablement aussi être lancées par les autres entreprises en lice, si des irrégularités dans l'offre d'Aisino sont révélées suite à la publication publique des offres récemment ordonnée par le tribunal des marchés publics et à laquelle le « Registro Civil » s'était jusqu'à présent refusé.

Enfin, l'appel d'offres sur la concession de la ligne très haute tension reliant Kimal au centre du pays (contrat évalué à 1,5 Md USD) vient de donner lieu à la remise de seulement deux offres, chinoise et espagnole, ni EDF ni Engie n'ayant finalement remis d'offre en

raison de la prise de risque trop élevée découlant de conditions relativement inédites (notamment sur des niveaux de pénalités déraisonnables) par le ministère de l'Énergie qui est adjudicataire.

## PARAGUAY

### Les tensions inflationnistes restent vives en septembre

Pour le 5<sup>ème</sup> mois consécutif, l'indice des prix à la consommation augmente fortement en septembre (1,0% sur un mois et 6,4% en rythme annuel), dépassant l'objectif de la Banque centrale (4%).

Corrigée des variations saisonnières, l'inflation sous-jacente est de 0,6% sur un mois et 3,9% par rapport à septembre 2020.

Du côté des produits alimentaires, les prix internationaux élevés de la viande bovine, conséquence des déséquilibres sur les marchés mondiaux, favorisent les exportations paraguayennes, renchérissant in fine les prix de la viande bovine sur le marché local (4,5% sur un an), y compris pour les produits dérivés (6,6% pour les volailles ; 3,3% pour le porc, entre autres). A cela s'ajoutent les mauvaises conditions météorologiques qui alourdissent les coûts de production dans les élevages.

De plus, la dégradation des conditions de navigabilité sur le fleuve Paraguay, du fait de la sécheresse, entraîne un surcoût pour les matériaux de construction, dont le ciment.

Les hausses de prix sont aussi enregistrées pour les biens durables (électroménagers, informatiques, télécommunications), les services (restaurants, logements, transports

et santé) et l'énergie, en particulier le prix du gaz domestique importé de Bolivie et d'Argentine, le prix de ce dernier étant indexé sur les cours internationaux.

A noter toutefois que durant le mois, le taux de change du guaraní par rapport au dollar est resté relativement stable, limitant l'ampleur de l'inflation importée.

Dans ces conditions, le comité monétaire de la Banque centrale a relevé le taux directeur de 50 points de base, à 1,5%, resserrant ainsi graduellement la politique monétaire sans pour autant risquer, à ce stade, de freiner la croissance (+4,5% prévu par le FMI en 2021).

### Les échanges commerciaux dynamiques sur les neuf premiers mois bénéficient des effets prix et volume

Les échanges commerciaux s'élèvent à 19,7 Mds USD durant les 9 premiers mois de 2021, en hausse de 25,6% par rapport à la même période en 2020. Les exportations (10,6 Mds USD), légèrement plus élevées que les importations (9,1 Mds USD), et aussi plus dynamiques (respectivement +26,6% et +24,5% en rythme annuel), permettent au Paraguay d'enregistrer un confortable excédent commercial (1,5 Md USD).

De janvier à septembre, les exportations (8,1 Mds USD) et les réexportations (1,9 Md USD) progressent de manière vigoureuse (respectivement +28,6% et +45,9% en rythme annuel), contrairement aux « autres ventes » (537,7 MUSD) assimilées aux envois informels de marchandises à l'étranger qui reculent de 26%, probablement sous l'effet des restrictions sur les passages frontaliers en vigueur en Argentine depuis mars 2020.



En rythme annuel, les ventes de produits primaires (3,3 Mds USD) progressent de 40,2% grâce aux excellentes livraisons de soja (2,5 Mds USD; 31,8% des ventes, hors réexportations), maïs et blé. Sur la période, l'Argentine est le premier acheteur de soja paraguayen (1,8 Md USD), suivie par le Brésil (679 MUSD).

Les produits manufacturés d'origine agricole (2,7 Mds USD) affichent aussi une hausse rapide (+36,9% en g.a) grâce notamment aux expéditions de bœuf, d'huile de soja et de farine. A propos des ventes de viande bovine (1,3 Md USD), très dynamique (+60,9% en g.a), elles bénéficient de l'augmentation des quantités livrées (+34,4% en g.a) et du renchérissement des prix internationaux. Ainsi, selon les données publiées par la Banque centrale, le prix implicite de la viande en septembre est de 19,7% supérieur au niveau enregistré un an plus tôt. Les augmentations les plus spectaculaires sont observées à Hong Kong (+50,5% en g.a), au Chili (+22,9% en g.a), au Brésil (+22,3% en g.a) et en Russie (16,8% en g.a). En valeur, le prix implicite moyen de la viande paraguayenne est le plus élevé en Italie (6.741 USD la tonne).

En revanche, les exportations d'énergie (1,2 Md USD) se réduisent de 9,4% à cause de la baisse de l'acheminement d'électricité au Brésil. Enfin, les produits manufacturés (911,8 MUSD; +39,4% en g.a) sont tractés par les livraisons d'aluminium, de pièces détachées pour véhicules et de produits chimiques (insecticides, fongicides et herbicides).

Sur la période, le Brésil est le premier client du Paraguay (2,7 Mds USD; 32,8% des exportations), suivi par l'Argentine (2,3 Mds USD; 27,9%) et le Chili (792,3 MUSD; 9,7%).

Les achats à l'étranger sont principalement constitués de biens de capital (3,2 Mds USD; +32,3%), de biens intermédiaires (2,9 Mds USD; +29,2%) et de biens de consommation (2,4 Mds USD; +14,5%).

Sur la période, la Chine (2,5 Mds USD; 29,8%) est le principal fournisseur du Paraguay, devant le Brésil (2,1 Mds USD; 24,3%) et l'Argentine (836,6 MUSD; 9,6%).

## URUGUAY

**La production industrielle poursuit sa reprise, promettant des retombées sur le marché du travail**

Le rebond de la production industrielle s'est confirmé en août 2021. Elle a augmenté de 14,0% par rapport à août 2020, après avoir enregistré une hausse de 18,7% en juillet 2021. Ainsi, depuis le début de l'année, elle a augmenté de 12,0% par rapport à la même période en 2020. Ces bons résultats reflètent en partie un effet de base favorable, puisque la production industrielle s'était effondrée pendant les premiers mois de la pandémie. La comparaison avec les niveaux pré-pandémiques indique tout de même, elle aussi, une reprise bien établie, puisque la production industrielle a augmenté de 4,9% en août 2021 par rapport à août 2019.

Le secteur qui a le plus contribué au rebond de la production au mois d'août est celui de la production de biens alimentaires (+12,7% par rapport à août 2020). Il bénéficie des restrictions aux exportations de certaines coupes de viande fixées par l'Argentine depuis le 20 mai 2021, mais aussi d'une demande chinoise accrue et d'une hausse généralisée des prix alimentaires au niveau mondial. Deux autres secteurs ont aussi joué

un rôle dans la reprise de la production, à savoir celui de la fabrication de produits pharmaceutiques (+40,9 %) et le raffinage de pétrole (+30,2 %).

Le rebond de l'industrie promet d'avoir des retombées sur le marché du travail. L'indice du personnel employé dans l'industrie, ainsi que celui des heures travaillées, ont augmenté de, respectivement, 6,0 % et 10,9 % en août 2021 par rapport à août 2020. L'embellie sur le marché du travail est déjà visible. En effet, en septembre 2021, 22.000 travailleurs bénéficiaient encore du mécanisme de chômage partiel mis en place par le gouvernement pour affronter la pandémie, contre 25 000 le mois précédent. Avec la création de près de 22 000 emplois entre juillet et août 2021, le taux de chômage s'est établi à 9,5 % en août, soit une baisse de 0,9 point de pourcentage par rapport à juillet 2021. Il reste tout de même 0,5 point au-dessus de sa moyenne de 2019.

### La Banque centrale continue de resserrer sa politique monétaire, répondant à la reprise et aux tensions inflationnistes

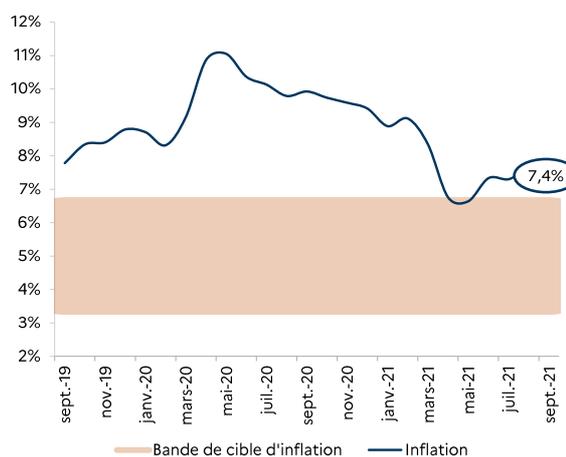
La Banque centrale a annoncé une seconde hausse de son taux d'intérêt directeur depuis le début de la pandémie. Avec une hausse de 25 points de base, il s'établit désormais à 5,25 %. Une hausse de 50 points de base avait déjà été adoptée en août 2021. Les autorités monétaires poursuivent le resserrement de leur politique, mentionnant la consolidation de la reprise au deuxième trimestre de 2021, ainsi que des premiers signes d'une poursuite de cette tendance sur le troisième trimestre. Leur objectif est de sortir progressivement de la phase expansionniste de la politique monétaire afin de réduire les anticipations d'inflation.

Cette sortie devrait se poursuivre d'ici la fin de l'année, pouvant entraîner de nouvelles hausses de taux.

Cette seconde levée du taux directeur intervient également dans le cadre du regain des tensions inflationnistes. L'inflation a légèrement décéléré en septembre 2021, augmentant de 0,46 % par rapport à août 2021, contre 0,85 % en août. Elle a été portée par la hausse des prix des biens alimentaires et des boissons non alcooliques (0,54 %), dont le pain et les céréales (1,04 %) et le lait (4,65 %), mais aussi par les prix des logements (0,35 %) et des restaurants et hôtels (1,58 %).

De plus, l'inflation a augmenté de 7,4 % par rapport à septembre 2020 et s'élève déjà à 6,7 % sur les neuf premiers mois de l'année par rapport à la même période en 2020, promettant de dépasser légèrement la cible de 3-7 % fixée par la Banque centrale.

### Évolution de l'inflation (variation annuelle)



Sources : INE, Banque centrale, SER Buenos Aires



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Jean-François Michel, Service économique régional de Buenos Aires, Ambassade de France en Argentine

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago. Avec le concours des ambassades de France au Paraguay et en Uruguay

Pour s'abonner :  
Compte Twitter :

[samuel.adjutor@dgtresor.gouv.fr](mailto:samuel.adjutor@dgtresor.gouv.fr)  
[@TresorArgentina](https://twitter.com/TresorArgentina)